

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1828 - 15 août 2003 - prix : 1 €

**Canicule
UN
GOUVERNEMENT
EN DESSOUS
DE TOUT**

EDF

**Coup de chaud
mais pas pour
la grande
industrie**

p. 5

LARZAC

**L'altermondialisme
restera un rêve
généreux
s'il refuse
le communisme**

p. 8

**Hôpitaux : Restrictions
budgétaires = danger**

p. 6-7



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Régularisation des sans-papiers
- Belgique : expulsion des réfugiés afghans
- p. 5 ■ Coup de chaud sur les centrales nucléaires
- Le nucléaire en question
- p. 8 ■ Larzac 2003 : l'altermondialisme restera un rêve généreux s'il refuse le communisme
- Rave party dans le Larzac
- Transports en commun

Tribune

- p. 4 ■ Le Larzac, nouvelle terre promise ?

Dans les hôpitaux

- p. 6-7 ■ Hôpital Beaujon (Clichy - Hauts-de-Seine) : carences de l'organisation hospitalière
- Hospices civils de Lyon : un été encore plus difficile
- Hôpital de la Conception (Marseille) : une chaleur insupportable
- Hôpital Trousseau (Tours) : les conditions atmosphériques n'expliquent pas tout

Dans les entreprises

- p. 9 ■ Altadis : 1300 emplois supprimés
- Les intermittents continuent leur mouvement
- Europipe (Jœuf - Meurthe et Moselle) : les travailleurs n'acceptent pas la fermeture
- RATP (Transports parisiens) : la politique revancharde se poursuit

Il y a 50 ans

- p. 10 ■ La grève générale des fonctionnaires

Dans le monde

- p. 11 ■ Irak : une guerre sans fin ?
- Algérie : le retour de la peste
- Inde : Coca et Pepsi épinglés
- p. 12 ■ Libéria : pillage impérialiste sur fond de guerre civile

Durant l'été, les « caravanes » de Lutte Ouvrière

Comme chaque année, des militants de Lutte Ouvrière parcourent la France depuis fin juin-début juillet et, à chacune de leurs étapes, installent un chapiteau pour faire des projections audiovisuelles, présentent les publications et les activités de Lutte Ouvrière et, surtout, dialoguent avec tous ceux qu'ils rencontrent ainsi.

Cette année, où le chômage est le problème criant de la population laborieuse, ces caravanes politiques font essentiellement étape dans des villes frappées par les licenciements et les fermetures d'entreprises, afin de discuter des mesures indispensables à imposer au gouvernement et au patronat pour combattre cette catastrophe sociale.



HAUTE-NORMANDIE

Samedi 16 août

ÉVREUX -
La Madeleine (Eure)

ÉTANG-DE-BERRE

Samedi 16 août

SALON-DE-PROVENCE
(Bouches-du-Rhône)

NORD

Samedi 16 août

ROUBAIX (Nord)

Lundi 18 août

ANICHE (Nord)

Mardi 19 août

SECLIN et HALLUIN
(Nord)

Mercredi 20 août

TOURCOING (Nord)

Jeudi 21 août

COMINES (Nord)

Vendredi 22 août

WILLEM (Nord)

Samedi 23 août

ARMENTIÈRES (Nord)

LORRAINE

Lundi 18 août

FAMECK (Moselle)

Mardi 19 août

THIONVILLE -
Quartier de la Côte des
Roses (Moselle)

Mercredi 20 août

MONT-SAINT-MARTIN
(Meurthe-et-Moselle)

Jeudi 21 août

JËUF
(Meurthe-et-Moselle)

Vendredi 22 août

HAYANGE (Moselle)

Samedi 23 août

LONGWY-HAUT
(Meurthe-et-Moselle)

Lundi 25 août

ARS-SUR-MOSELLE
(Moselle)

Mardi 26 août

SAINT-AVOLD (Moselle)

Mercredi 27 août

FORBACH (Moselle)

Jeudi 28 août

FARÉBERSVILLER
et
MAIZIÈRES-LÈS-METZ
(Moselle)

Vendredi 29 août

CREUTZWALD (Moselle)

PYRÉNÉES

Lundi 18 août

TARBES
(Hautes-Pyrénées)

Mardi 19 août

SEMEAS et SOUES
(Hautes-Pyrénées)

Mercredi 20 août

BAGNÈRES-DE-
BIGORRE
(Hautes-Pyrénées)

Jeudi 21 août

CIERP-GAUD

(Haute-Garonne)

Vendredi 22 août

L'ISLE-EN-DODON
(Haute-Garonne)

Samedi 23 août

OLORON-SAINTE-
MARIE
(Pyrénées-Atlantiques)

Lundi 25 août

TARASCON (Ariège)

Mardi 26 août

LAVELANET (Ariège)

Mercredi 27 août

VICDESSOS (Ariège)

Jeudi 28 août

PAMIERS (Ariège)

Vendredi 29 août

QUILLAN (Aude)

Samedi 30 août

LIMOUX (Aude)

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E.mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 150 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLÉMENT D'ADRESSE

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Canicule

UN GOUVERNEMENT EN DESSOUS DE TOUT

■ Des chefs de service des services d'urgence des hôpitaux ont alerté l'opinion sur l'augmentation importante du nombre de décès dus à la canicule, accusant le gouvernement de n'avoir pas prévu les moyens hospitaliers pour traiter tous les cas avant qu'il ne soit trop tard.

Les ministres en cause ont pris tout leur temps pour sortir de leur torpeur estivale, avant de réagir aux accusations des spécialistes et de mettre en place un dispositif d'alerte minimum, consistant pour l'essentiel à ouvrir un numéro vert. Certains d'entre eux ajoutant qu'il n'était pas dans les pouvoirs du gouvernement de faire la pluie et le beau temps, et qu'ils ne pouvaient pas être rendus responsables d'une vague de chaleur exceptionnelle.

Pourtant, le rôle de l'État, c'est de mettre en place des dispositifs contre les catastrophes naturelles comme les incendies ou les inondations, et il le fait bien mal. Son rôle, c'est de défendre la population, n'en déplaise à l'ex-ministre de la Santé du gouvernement Jospin, Bernard Kouchner qui s'est précipité au secours de ses successeurs, en s'indignant contre « *cette société où on se tourne vers le gouvernement quand il fait chaud, ou quand il fait froid* ».

Il est incontestable que le gouvernement n'est pour rien dans la situation météorologique que nous subissons. De même rendons-lui cette justice, il ne porte pas à lui seul la res-

ponsabilité des déplorables conditions d'accueil qui existent actuellement dans nombre d'établissements hospitaliers. Cette situation est héritée de décennies et de décennies de dégagements de l'État à l'égard des services publics, de tous les services publics. L'alternance des gouvernements de gauche et de droite n'a, à aucun moment, ralenti cette dégradation.

On l'a constaté tout récemment. Les incendies de forêts, par exemple qui, même quand ils n'ont pas le tour dramatique qu'ils ont pris cette fois, se reproduisent chaque été. Et à chaque fois on entend les mêmes protestations contre l'insuffisance des moyens de lutte contre le feu, le même constat d'insuffisance des effectifs, aussi bien en hommes qu'en moyens matériels. Dans ce domaine, comme dans d'autres, l'État calcule au plus juste. Et tant pis si la situation qui se présente est plus grave que ne le prévoient les statistiques.

Il en va de même dans le domaine hospitalier. Mais en pire.

Là aussi, reviennent chaque année les mêmes protestations sur le manque d'effectifs, sur les lits que l'on ferme à longueur d'année faute de personnel, et bien plus encore durant les périodes d'été. Et cette situation va en empirant au fil des ans.

La dégradation des conditions d'accueil dans les hôpitaux, la dégradation des conditions de rembourse-

ment, donc d'accès aux soins qui touchent plus particulièrement ceux qui ont le moins de moyens, n'a pas cessé. Cette dégradation ne date pas du gouvernement Chirac-Raffarin. Mais cela n'exonère nullement ce dernier de ses responsabilités. Car il a bel et bien inscrit à son programme pour la rentrée le démantèlement du système de protection de la santé, poursuivant dans la voie tracée par les gouvernements précédents. Chirac et Raffarin continuent, comme Jospin et Kouchner, à fermer des hôpitaux de proximité, à maintenir des effectifs notoirement insuffisants en période normale dans les établissements hospitaliers, et qui le sont bien plus encore durant les mois d'été.

La canicule n'était sans doute pas prévue, mais ce qui était prévisible, c'est qu'une variation, somme toute minime de la température en France – quelques degrés de plus, sur une quinzaine de jours –, pouvait se traduire par des conséquences dramatiques pour les plus vulnérables, en particulier les personnes âgées isolées, faute de possibilité d'accueil dans des hôpitaux aux limites de leurs capacités.

Faisant écho à Kouchner, on peut se demander « *qu'est-ce donc que cette société où l'on ne peut pas compter sur l'État pour protéger la vie des citoyens contre une vague de chaleur ?* ».

Arlette LAGUILLER

Métaleurop COMPLICES DE VOYOUS

Mercredi 6 août, le gouvernement a été débouté de sa demande d'expertise financière qui, espérait-il, aurait pu contraindre Glencore (Groupe suisse spécialisé dans le négoce de métaux et actionnaire à 33 % de Metaleurop S.A.) à dépolluer le site de Noyelles-Godault dans le Pas-de-Calais. Le gouvernement est même obligé de payer à Glencore ses frais d'avocats.

C'est là le dernier épisode en date d'une bataille juridique entre un gouvernement pourfendeur des « patrons voyous », les mêmes patrons voyous qui n'ont pas hésité à jeter à la rue des centaines de salariés et à polluer toute la région.

Dès l'annonce, le 19 février 2003, de la fermeture de l'usine de retraitement des métaux, à Noyelles-Godault, les membres du gouverne-

ment avaient dénoncé les exactions de Glencore. Plusieurs ministres s'étaient dits « *scandalisés* » par la décision du groupe de fermer une usine qui employait 830 salariés, Francis Mer, était paraît-il « *révulsé* », François Fillon annonçait son intention d'engager des poursuites contre la direction de l'entreprise. Chirac quant à lui, s'était dit « *indigné* » et dénonçait « *les agissements scandaleux de Metaleurop* ». Fin février, Raffarin, affirmait même que « *ces patrons voyous auraient des comptes à rendre à la République* ».

Et pourtant, dès le début mars, les avocats de Glencore

ont été invités à prendre contact avec le gouvernement pour tenter de trouver une solution à l'amiable. Glencore aurait alors proposé 32 millions d'euros afin de solder la liquidation de Metaleurop, en échange de l'arrêt de poursuites judiciaires. Ces 32 millions n'étaient d'ailleurs pas entièrement destinés aux victimes de la fermeture de la fonderie puisque 10 millions étaient réservés aux créanciers de l'entreprise et 10 autres millions aux communes, au titre du manque à gagner de la taxe professionnelle.

Ces négociations n'ont semble-t-il pas abouti et c'est finalement les pouvoirs

publics qui ont déboursé pas moins de 34 millions d'euros pour le plan social.

Les déclarations tonitruantes, les dénonciations de « *patrons voyous* » et les procédures judiciaires n'étaient, en fait, qu'un écran de fumée destiné à cacher une négociation en sous main, où seuls ont compté les intérêts des capitalistes licenciés et pollueurs et où ont été absentes toutes autres considérations sur la situation des travailleurs et plus généralement de la population locale qui subit, depuis plusieurs mois, les conséquences dramatiques de la fermeture de la fonderie.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE LARZAC, NOUVELLE TERRE PROMISE ?

Terre promise, encore faut-il savoir à qui elle l'est.

Plus de 200 000 personnes ont ainsi convergé sur le plateau du Larzac et ovationné José Bové, héros de la fête. Une foule composée – comme toute la presse l'a relevé – d'hommes et de femmes d'horizons sociaux divers, jeunes, petits paysans, enseignants, intermittents du spectacle, travailleurs du public ou du privé, « rassemblement de toutes les contestations » comme ont choisi de le caractériser la plupart des commentateurs. Toujours est-il que l'ensemble n'a pas été sans travailler quelque peu les pouvoirs en place. Ni sans amener les dirigeants politiques de gauche comme de droite, à éviter de faire les frais, de ce qui apparaît clairement comme une expression de mécontentement. Voire au contraire de tenter d'en récupérer ce qui peut l'être.

Pour Chirac, ses chantres ou ses serviteurs, en interprétant l'hostilité à une certaine mondialisation comme un appui à ses tentatives de se faire passer pour un chef de la contestation à l'impérialisme américain dominant. Pour les dirigeants de la gauche – contraints l'an dernier d'abandonner tous les rênes du pouvoir, se débattant maintenant pour garder leurs sièges aux prochaines élections – en voulant y voir la preuve du discrédit de la droite et le prélude à leur éventuel retour aux affaires.

Reste à comprendre ce qui a permis, ne serait-ce que le temps d'un week end, de fédérer tout ce monde aux aspirations apparemment diverses. Il existe bien évidemment des raisons de s'unir entre le petit agriculteur ou éleveur qui travaille et essaye de faire survivre son entreprise et sa famille, l'enseignant qui rencontre de plus en plus de difficultés à assurer sa mission et à qui on va prolonger la carrière en réduisant sa retraite, l'intermittent du spectacle de plus en plus précaire et de moins en moins indemnisé, le jeune qui voit son avenir d'autant plus bouché par le chômage que la déferlante des licenciements connaît encore une inflexion à la hausse, le travailleur du public ou du privé confronté lui aussi et en premier aux attaques gouvernementales sur les retraites et sur la sécurité sociale. Mais l'ennemi commun à combattre n'a pas vraiment été désigné par José Bové au Larzac.

Les sommets rassemblant les chefs d'État les plus puissants et des organismes comme l'OMC ne sont certes pas innocents et les décisions qui y sont prises – quand décisions il y a et quand elles sont appliquées – n'ont d'autres objectifs que d'enrichir les plus riches. Les révolutionnaires ne peuvent donc que se réjouir que nombreux soient ceux qui en prennent conscience et le dénoncent en manifestant. Mais pas plus que Seattle, Porto Alegre ou Gênes, Cancun n'est la Mecque des opprimés du monde entier. Lesquels disposent, heureusement, de bien d'autres moyens et occasions que ces rassemblements périodiques pour contrecarrer et faire plier leurs exploités et oppresseurs. Encore faut-il que soit clairement désigné l'ennemi à combattre : les capitalistes, leur système et les gouvernements qui sont à leur service

quelles que soient les étiquettes dont ils se parent. Un ennemi que le vague objectif de « l'altermondialité » n'aide pas à mettre en pleine lumière.

Pas étonnant dans ces conditions que nombre de politiciens de gouvernement, à l'image ternie par leur présence au pouvoir ou le souvenir de leur passage, cherchent à utiliser les mobilisations du style de celle du Larzac ou Cancun pour les récupérer à leur profit.

Le problème n'est pas de savoir si José Bové va se transformer de « syndicaliste paysan » en homme politique, tête d'une liste aux prochaines élections intégrant des candidats de l'ex-gauche plurielle. Puisqu'il affirme que tel n'est pas son but et qu'il se présente toujours comme un partisan de « l'autonomie du mouvement social », pourquoi ne pas croire en sa sincérité au moment où il le dit ? Savoir ce qu'il fera à l'avenir si la demande devient plus pressante, quand il ne sera plus le dirigeant de la Confédération paysanne, dont il doit démissionner en avril 2004 comme il vient de l'annoncer, est encore autre chose. Le plus important pour les travailleurs n'est pas de faire un pronostic en la matière. Il importe par contre qu'ils ne soient pas dupes des visées des partis qui se bousculent pour proclamer ostensiblement leur soutien au leader de la Confédération paysanne : tous ces dirigeants de la gauche gouvernementale, Parti Communiste Français, Verts ou autres écologistes, et Parti Socialiste lui-même – en dépit du démontage de leur stand au Larzac par des militants du DAL –, tous espèrent avancer derrière José Bové, sous le drapeau de « l'altermondialisation », et se refaire une virginité... pour revenir au pouvoir afin d'y mener la même politique que par le passé. Ni José Bové, ni Attac ne se démarquent jusque-là vraiment de ceux-là.

Quant à mener dès septembre une offensive de tous les salariés contre les projets du gouvernement en matière de retraite, sécurité sociale, lutte contre les licenciements, lutte pour les salaires, bien sûr que c'est souhaitable. Mais les travailleurs intéressés pourront ni moins ni plus – compter sur le « syndicaliste paysan » José Bové, qu'ils n'ont pu le faire au printemps dernier, où l'appui réel qu'ils ont trouvé fut celui de camarades de leur milieu de travail qui en avaient pris l'initiative, militants ou travailleurs combattifs. L'appui moral de José Bové ne leur est sans doute pas indifférent, mais il ne peut changer grand-chose à la température de la rentrée sociale.

Au printemps dernier, les militants d'extrême gauche n'avaient pas été les derniers à mener le combat et avaient joué leur rôle dans cette mobilisation. S'ils veulent peser de tout leur poids dans les luttes à venir, ils auront à coordonner autant que possible leurs efforts et proposer des objectifs communs à tous les travailleurs. Indépendamment et sans attendre les prochaines campagnes électorales, qu'ils s'y présentent ensemble ou séparément.

Louis GUILBERT

Convergences Révolutionnaires n° 28 (juillet-août 2003), bimestriel publié par la Fraction

- Dossier sur le mouvement d'avril, mai, juin 2003 : des analyses et des témoignages sur les luttes, les problèmes rencontrés et les obstacles dressés par certaines directions syndicales, dans l'Éducation nationale, à la SNCF, à La Poste, mais aussi dans le privé... En province comme en région parisienne.
- Articles sur l'Autriche (mouvement sur les retraites aussi), la Belgique, le Pays Basque.
- Point de vue sur le rapprochement LO-LCR.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 – 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 – 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

Pour la régularisation des sans-papiers, MANIFESTONS LE 23 AOÛT

Il y a sept ans, le 23 août 1996, les CRS envoyés par le gouvernement de Chirac, Juppé et Debré alors en place, fracturaient à coups de hache les portes de l'église Saint-Bernard occupée par plusieurs centaines d'étrangers sans papiers qui demandaient que leur situation soit régularisée. Le mouvement pour la régularisation des étrangers que des lois successives avaient bien souvent transformés en sans-papiers se développait alors déjà depuis un an.

Mais les dirigeants des partis de gauche, qui appuyaient alors cette lutte, s'empressèrent, une fois au pouvoir, en juin 1997, d'oublier leurs promesses. Les lois Pasqua-Debré n'ont pas été abrogées comme l'avait laissé entendre le PS et le gouvernement de Jospin n'a pas procédé à la régularisation des sans-papiers qui en faisaient la demande.

Depuis 2002, le gouvernement Chirac-Sarkozy multiplie les réformes visant à rendre encore plus précaire la situation des étrangers. Tandis que la loi sur l'asile politique a été modifiée récemment dans un sens restrictif, diverses mesures rendent l'obtention d'un titre de séjour de plus en plus difficile.

D'une part les demandeurs de visa seront systématiquement fichés avec un relevé de leurs empreintes, et d'autre part les personnes désirant accueillir des amis ou de la famille seront elles aussi

soumises à des contrôles et fichées.

Par ailleurs, la durée de rétention des étrangers arrêtés sans titre de séjour est rallongée et passe à 32 jours ; et le gouvernement ne cache pas sa volonté de multiplier les expulsions.

Autre aggravation de la situation des étrangers désireux de s'établir durablement en France : l'accès au titre de résident avec une carte de dix ans ne sera possible qu'après cinq, alors qu'actuellement elle peut être demandée au bout de trois ans. Quant aux nouveaux immigrants en situation irrégulière, l'administration sélectionnera les « bons candidats » parmi ceux qui demanderont un « contrat d'intégration » où ils seront étroitement contrôlés. Enfin le gouvernement a multiplié les déclarations annonçant la chasse à la « paternité de complaisance » et aux mariages mixtes dont les maires pourront encore plus contrôler la validité.

Comme chaque année, la Coordination nationale des sans-papiers organise une manifestation pour rappeler les événements d'août 1996 et montrer que la lutte des sans-papiers doit continuer.

Lutte Ouvrière appelle à participer à celle qui aura lieu cette année

**à Paris,
le samedi 23 août à 14 heures,
de la place de la République
à l'église Saint-Bernard.**

Belgique

NON À L'EXPULSION DES RÉFUGIÉS AFGHANS

Depuis le 24 juillet, 300 réfugiés afghans, dont de nombreuses familles, occupent une église bruxelloise, pour s'opposer à leur renvoi vers leur pays d'origine.

Beaucoup d'entre eux ont entamé une grève de la faim pour appuyer leur demande de régularisation collective et l'obtention d'un statut de réfugiés.

Ces personnes ont fui la guerre menée par les États-Unis et ses alliés européens pour renverser les Talibans ; une guerre qui n'a pas cessé en Afghanistan puisqu'elle reprend au contraire en intensité au sud et au nord d'un pays sous la coupe de seigneurs de guerre.

Le 23 juillet, après avoir gelé pendant un an et demi la procédure d'asile, l'Office des étrangers belge a subitement donné l'ordre de quitter le territoire à 1 100 réfugiés Afghans. A ceux qui accepteraient de partir volontairement, le gouvernement belge propose un nécessaire de plomberie ou une boîte à outil. Et pour les femmes, qui dans leur immense majorité, ne sont toujours pas autorisées à pratiquer une activité publique dans leur pays... un nécessaire de couture !

Le ministre de l'Intérieur, le libéral Dewael, reproche aux grévistes de la

faim de pratiquer « un chantage » et refuse « toute solution collective ». Pourtant, c'est bien le gouvernement belge lui-même qui a pratiqué de telles solutions, notamment vis-à-vis de 140 Tziganes regroupés sous un prétexte mensonger et ensuite expulsés, et aussi vis-à-vis des Tchétchènes.

Le ministre justifie l'expulsion en prétendant que les réfugiés ne courent « aucun risque » et qu'il n'y a pas de situation de violence généralisée en Afghanistan ». Alors, pourquoi le gouvernement afghan doit-il être protégé par une force internationale ? répondent à juste titre les réfugiés. Pourquoi des soldats belges doivent-ils participer à cette force, bien en peine d'ailleurs de sécuriser quoi que ce soit ?

Un comité de soutien aux réfugiés s'est formé à l'initiative des habitants du quartier et des paroissiens. Ils apportent une aide matérielle : lits, couvertures, nourriture pour les enfants. Samedi 9 août, 500 d'entre eux se sont rassemblés sur le parvis de l'église, par solidarité avec les réfugiés et pour exercer une contre-pression à l'extrême droite qui, elle, n'a heureusement pu regrouper que quinze personnes.

Coup de chaud sur les centrales électriques PAS TOUCHE À LA GRANDE INDUSTRIE

Les centrales nucléaires (qui sont les plus nombreuses en France) et thermiques se trouvent confrontées à la canicule. La vapeur d'eau qui fait fonctionner les turbines électriques doit être refroidie. Toutes les centrales sont donc construites au bord de la mer ou, et c'est le cas le plus fréquent, au bord de fleuves. En bord de mer, pas de problème. Mais en bordure des fleuves le réchauffement est tel qu'il peut tuer la faune. D'où le dilemme actuel : soit diminuer la production d'électricité, soit dépasser le seuil autorisé. Le gouvernement a choisi : on dépassera le seuil, au cas par cas, en espérant que les poissons se montreront patients, et comme l'a si brillamment déclaré Roselyne Bachelot, on demandera aux usagers de ne pas laisser leurs télévisions en veille, afin d'économiser.

Le problème est bien réel, c'est évident. Mais enfin les usagers domestiques ne représentent que 40 % de la consommation électrique. Il

reste environ 30 % pour les PME-PMI et 30 % pour la grande industrie. Certes, une partie fonctionne au ralenti au mois d'août, mais pas toute, loin de là. M^{lle} Bachelot s'est bien gardée de demander aux commerçants des centres-villes d'arrêter la climatisation.

Elle n'a pas demandé non plus aux industries électrochimiques et électrométallurgiques, très gourmandes en courant électrique, de ralentir, voire d'arrêter pour quelques jours. Elle n'a pas demandé qu'on suspende quelque temps les chaînes de montage de l'industrie automobile où les ouvriers fondent en ce moment au travail.

Le civisme demandé par le gouvernement cela ne concerne que ceux qui consomment le moins d'électricité ! Les poissons vont peut-être en crever, mais l'important c'est, comme toujours, que les profits surnagent.

André VICTOR

Le nucléaire en question : LE VRAI DANGER, C'EST LE CAPITALISME...

Les problèmes qu'ont rencontrés les centrales nucléaires, principales sources de production électrique en France (85 % du courant), ont relancé la polémique sur les dangers de cette industrie.

Pour réels qu'ils soient, ces dangers sont loin d'être l'apanage des seules centrales nucléaires, puisque six centrales thermiques ont dû être arrêtées elles aussi, réchauffant beaucoup trop l'eau.

Lors de la construction des centrales nucléaires, ce furent d'abord des impératifs liés aux profits des grands trusts français qui furent pris en compte plus que la sécurité des travailleurs et des populations. Le développement de l'industrie nucléaire de production électrique a d'abord été un moyen pour l'État d'assurer pendant des dizaines d'années, grâce à l'argent public, la prospérité des actionnaires de trusts industriels comme l'ancien empire Schneider, Alstom, les groupes géants du BTP, et bien d'autres. La santé de la popula-

tion, la protection des risques, passaient après. De ce fait, EDF a servi avant tout de maître d'œuvre, de généreux banquier et en fin de compte, de représentant de commerce à tous ces groupes industriels.

Ce n'est pas le nucléaire en tant que tel qui est à mettre en cause, comme le prétendent les représentants des Verts, mais plutôt la course au profit. Les autres centrales de production électrique, en particulier les thermiques, posent d'ailleurs des problèmes au moins aussi graves puisque leurs rejets dans l'atmosphère contribuent largement à la pollution des régions où elles demeurent en fonctionnement.

Quant aux « propositions alternatives », elles seraient bien incapables de faire face aux besoins. Ce sont en fait de coûteux gadgets qui servent d'alibis écologistes aux Verts comme à d'autres politiciens bourgeois qui cherchent à dissimuler les véritables responsabilités. Ainsi, il faudrait selon Contassot, le porte-parole des Verts, développer...le solaire, alors que

■ Alors que la canicule expose d'une façon dramatique le manque de moyens des hôpitaux, l'inconfort de nombreuses maisons de retraite et que des dizaines de personnes sont mortes faute d'avoir pu être protégées de la chaleur et de la déshydratation ; alors que la production agricole, l'élevage sont sinistrés, le gouvernement, bien qu'en vacances, a tout de même dû se manifester.

C'est la ministre de l'Écologie qu'on a envoyée au charbon... pour recommander à la population d'économiser l'énergie. Sinon le gouvernement décidera des coupures d'électricité !

Le remède de Roselyne Bachelot, c'est de s'abstenir de faire marcher la climatisation, de réduire l'utilisation des ventilateurs, des gros appareils électro-ménagers, d'utiliser des ampoules de faible intensité...

Elle a poussé le ridicule jusqu'à couper la climatisation dans son ministère, lors de sa conférence de presse.

Sous prétexte de préserver l'environnement, c'est à la population qu'on demande de renoncer à ce qui peut lui permettre justement de se protéger

son application est très limitée et en oubliant que la fabrication des panneaux solaires nécessite justement des installations industrielles de haut niveau, hautes consommatrices d'électricité. D'ailleurs les Verts se sont bien gardés d'appliquer leurs bons conseils quand ils étaient au gouvernement !

Quant à l'énergie solaire, elle représente pour le moment une pollution environnementale considérable, un coût très élevé (que les usagers d'EDF paient) pour un résultat dérisoire.

Le débat sur le choix des moyens de production d'énergie est un débat biaisé dans la société capitaliste. Car c'est bien moins tel ou tel moyen technique qui est une menace pour l'humanité que l'organisation économique et sociale dangereuse et aberrante dans laquelle nous vivons. Les progrès de la connaissance et des techniques permettraient tout à fait aujourd'hui de produire toute l'énergie nécessaire aux hommes, en prenant en compte l'avenir de la planète.

Paul SOREL

L'hypocrisie des leçons de civisme

des trop grandes chaleurs, alors que les moyens manquent encore cruellement dans ce pays, ne serait-ce que pour une protection correcte des personnes fragiles.

Non, le gaspillage de l'énergie, ce n'est pas à la population et à son prétendu manque de « civisme » qu'il faut le reprocher, mais bien aux monstrueux gaspillages engendrés par la société capitaliste.

Car du gaspillage, il y en a ! La société, qui n'est pas capable d'organiser un système de transport collectif pratique et bon marché, fait tout pour favoriser les magnats de l'industrie automobile. Parmi les innombrables gaspillages des industries de l'armement, le gouvernement vient de déci-

der la construction de nouveaux avions sans pilotes. Et ne parlons même pas des guerres qui ravagent la planète et qui sont rien moins qu'écologiques !

Les capacités scientifiques, techniques, industrielles du 21^e siècle permettraient de préserver la planète tout en assurant le bien-être de l'humanité. Mais la société capitaliste est incapable de l'un comme de l'autre. Elle prive la grande majorité de la population de la planète de tout accès au progrès technique et, dans les pays riches, il faudrait que la population renonce de plein gré aux maigres possibilités offertes par ces progrès techniques !

D.C.

Méthéologie

Sans aucun recul ni touche d'ironie, les télévisions nous ont « informés » qu'en cette période de canicule, le pape priait pour que son dieu fasse revenir la pluie. Pour ne pas être en reste, le recteur de la mosquée de Paris a annoncé une démarche du même type ajoutant que, vu les régions d'où était issue leur religion, les musulmans avaient l'habitude de solliciter l'aide d'Allah en la matière.

Les sorciers indiens et

quelques autres avaient coutume de faire des cérémonies et des danses sacrées pour faire venir la pluie. Ça marche de temps en temps... quand il pleut ! Le pape et le recteur de la mosquée de Paris ne dansent pas, mais sont au même niveau.

Cela dit, en cas d'incendie, chrétiens et musulmans semblent apprécier davantage les Canadiens que l'hypothétique ouverture des écluses du ciel.



La centrale nucléaire de Dampierre.

La véritable histoire de Lutte Ouvrière

Par Robert Barcia, alias Hardy

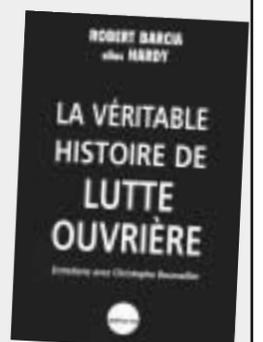
Entretiens avec Christophe Bourseiller

Editions Denoël Impacts
prix : 17 euros

est disponible

Envoi franco, en écrivant à :
Lutte Ouvrière
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Joindre 17 euros par chèque, à l'ordre de
LUTTE OUVRIÈRE - Bien spécifier l'adresse d'envoi



Hôpital Beaujon (Clichy – Hauts-de-Seine)

Beaujon est, comme la plupart des hôpitaux, un bâtiment quasiment sans climatisation où il est difficile de ne pas baigner dans sa sueur dès qu'il fait chaud. Pour certains opérés ou malades lourds, c'est un calvaire qui s'ajoute à leur souffrance. L'hôpital étant de grande hauteur, les fenêtres ne s'ouvrent que très peu. Il est presque impossible d'établir le plus mince courant d'air.

Cette année, des ventilateurs ont été distribués, mais pas partout. Il est question de retirer ceux qui existent dans les services administratifs (où ils ne sont pas de trop) pour les mettre dans des chambres de malades.

Au bloc opératoire d'orthopédie, où il existe quand même une climatisation, celle-ci est tombée en panne.

L'afflux actuel de personnes en majorité âgées se produit à un moment où, plus encore que d'ordinaire, le manque de personnel et de lits atteint le maximum.

OÙ COUCHER LES MALADES ?

En été, l'Assistance publique ferme un nombre de lits plus grand que ce qui correspond à la baisse saisonnière de l'activité. Entre 30 et 50 % de la capacité hospitalière est supprimée durant un ou deux mois. À l'hôpital Beaujon, fin juillet, sur 560 lits, 380 demeuraient

ouverts, soit une diminution de 33 %.

C'est la suite logique de la politique de l'Assistance publique qui est de calculer au plus juste, en mettant en avant, non pas les besoins de la population, mais le coût de la santé. Aucun volant de sécurité n'est prévu pour faire face à des épidémies ou des événements inattendus ; de plus, restructurations et fermetures ont été le lot de services n'atteignant pas un taux d'occupation supérieur à 80 %.

C'est toute l'année que l'accueil des malades, passés aux Urgences et nécessitant une hospitalisation, est difficile. On peut rester longtemps couché au service « porte » avant qu'un lit se libère dans le service où on doit être dirigé. Depuis le début de la période des congés, c'est pire. Plusieurs services se voient amenés à accueillir des patients relevant d'une autre pathologie. Quant au délai durant lequel un malade se déshydrate sur un brancard aux Urgences, il est loin de diminuer.

LE MAUVAIS ÉTÉ DU PERSONNEL

Déjà durant l'année, pour le personnel, obtenir un repos est un problème. En été, quand la majeure partie des agents prend ses congés annuels, la situation s'aggrave. À Beaujon, bien que l'effectif n'ait pas été diminué proportionnellement aux ferme-

LA CANICULE RÉVÈLE LES CARENCES DE L'ORGANISATION HOSPITALIÈRE

tures de lits (la direction générale de l'Assistance publique accuse l'hôpital d'avoir des dizaines d'emplois en trop !), la charge de travail est démesurée dans certains services. Ainsi, avant la canicule, face au mécontentement et à la fatigue des soignants de la maternité, la direction a demandé... au chirurgien gynécologue de reporter toute son activité opératoire non urgente et de ne conserver que la partie obstétrique du service. Pas question d'embaucher du personnel pour répondre aux besoins !

Les cadres, eux, pratiquent moins l'étalement des vacances qu'ils ne le préconisent pour les autres. Ainsi, en temps ordinaire, pour obtenir quelques bouteilles d'eau minérale, il faut la signature d'un cadre administrateur de garde, signature difficile à obtenir car il faut, dans ce domaine comme dans d'autres, viser les économies ! Eh bien, le week-end dernier, des agents hospitaliers ont dû se livrer à une véritable course-poursuite de bureau en bureau, à la

recherche d'un cadre qui soit resté au travail pour obtenir cette fatidique signature !

MOBILISATION SUR LE PAPIER

Le déclenchement du plan « Chaleur extrême », sorte de Plan Blanc pour lutter contre les effets de la canicule, a eu lieu à l'Assistance publique vendredi 8 août. (Le Plan Blanc est l'ensemble des mesures prises en cas de catastrophe, prévoyant notamment la réquisition de personnel)

L'administrateur de garde a demandé au personnel de venir le voir pour recevoir les consignes, ce qui s'est avéré impossible dans certains services. Il a donc dû se déplacer pour parler de la « mobilisation » nécessaire, cherchant dans tous les recoins s'il n'y avait pas un lit inoccupé. Mais il a pris soin de préciser que cette mobilisation n'était pas une levée générale de nouveaux effectifs. Rajouter des malades, oui, recourir aux intérimaires, non !

Dans un des services où il tenait de tels propos, il y avait

deux infirmières, une aide-soignante et deux remplaçantes d'été pour trois salles. Quand il a proposé de prendre un patient en plus, ce n'était pas l'enthousiasme ! Du coup, il a évoqué un « patient non malade », qui n'augmenterait pas la charge de travail !

Le ridicule n'est pas le plus grave. Plus préoccupantes, en revanche, pour les malades comme pour le personnel, sont les mesures prises par ces gens que l'on prétend responsables.

Avec des malades en souffrance aux Urgences, avec l'insuffisance de lits et le personnel surchargé, ce que cet été met en évidence, c'est la politique de l'État en matière de santé. Appliquer en tout temps les règles de rationnement des moyens, c'est à coup sûr augmenter terriblement les conséquences, parfois dramatiques, des moindres variations dans les conditions climatiques.

Correspondant LO

Hospices civils de Lyon

UN ÉTÉ ENCORE PLUS DIFFICILE QUE LES AUTRES

C'est toute l'année que les hôpitaux des HCL (Hospices civils de Lyon) connaissent des difficultés en raison des fermetures de lits dues au manque de moyens et de personnel. Tous les ans, durant la période d'été, la situation s'aggrave. Mais cette année, avec la canicule, c'est pire encore car la plupart des hôpitaux lyonnais sont anciens et non climatisés. Même là où il y a eu des rénovations, la climatisation n'a pas été prévue... sauf pour les bureaux de la direction et les lieux où c'est obligatoire : services de réanimation, blocs opératoires, laboratoires.

Aussi cet été, où il fait encore plus chaud que d'habitude, c'est particulièrement difficile à supporter pour les malades comme

pour le personnel. Les familles des malades sont obligées d'apporter des ventilateurs pour rendre l'hospitalisation plus supportable.

Un des pires services est probablement celui de pneumologie à l'hôpital de la Croix-Rousse, à côté duquel se construit un nouveau bâtiment de laboratoires. Pour prévenir les risques d'infection dus aux travaux, les fenêtres du service ont été calfeutrées hermétiquement par des chambres en véritables cocotte-minutes.

À l'hôpital Edouard-Herriot, où il y a beaucoup de personnes âgées, les Urgences sont encore plus saturées que le reste de l'année. En raison du manque de lits, certains



Le personnel hospitalier n'a pas attendu l'été pour réclamer plus de moyens.

malades peuvent rester jusqu'à 48 heures sur une couchette dans un couloir en pleine chaleur. Attendre qu'un lit se libère peut être long car des services entiers ont été fermés pendant l'été, parfois même jusqu'au 15 septembre. Par exemple en chirurgie orthopédique, un seul service sur cinq a été maintenu ouvert au mois d'août.

La situation est critique

aussi pour les IVG car le nombre d'IVG pratiquées pendant l'été est réduit et les carnets de rendez-vous sont pleins. D'après le Mouvement français pour le planning familial, qui dénonce cette situation, les rendez-vous demandés fin juillet étaient pour le début ou la mi-septembre. Cela veut dire pour une patiente aller dans les départements alentour (s'il y a de la

place) ou dans des cliniques privées (dont l'offre est limitée et plus chère) ou même à l'étranger, quand on est proche du « délai-limite ».

Pour les IVG comme pour les autres soins, les économies imposées au secteur hospitalier public ont des conséquences dramatiques pour les malades et le personnel.

Correspondant LO

Hôpital de La Conception (Marseille)

À l'hôpital de la Conception, à Marseille, les employés et les malades sont au bord de l'asphyxie.

Déjà fin juin, l'hôpital, tout proche, celui de la Timone, avait

fait la Une des journaux lorsque le système de climatisation, trop vétuste, avait transformé les blocs opératoires en étuve avec des températures proche de 35 degrés, pendant dix jours

(contre 18 degrés normalement).

Habituellement, dans un hôpital c'est la température des malades que l'on vérifie. Mais en ce moment c'est la tempéra-

ture ambiante que beaucoup surveillent avec inquiétude :

À la Conception, les températures atteignent les 35 degrés dans les box des soins externes où les employés assurent les encaissements. Les 33 degrés sont quotidiens à la Dialyse pour des malades rivés pendant plusieurs heures à une machine qui, en plus, dégage de la chaleur. Dans les chambres, les malades parfois immobilisés subissent le grill de la baie vitrée et du store métallique fortement chauffé. À la morgue, à l'exception des caissons réfrigérés, la température est la aussi intolérable.

Il faut encore moins espérer trouver un peu de fraîcheur au moment du repas car la cafétéria située au dernier étage, juste sous les toits, est un des endroits le plus chaud de l'hôpital.

Dans de telles conditions, les employés et les familles n'ont d'autre solution que d'amener des ventilateurs malheureusement peu efficaces.

Les seuls endroits climatisés sont ceux où les machines ne supportent pas la chaleur, la radio, l'informatique et les cui-

sines où il ne faut surtout pas rompre la chaîne du froid.

Autre exception : la direction de l'hôpital et la direction générale de la rue Brochier sont eux parfaitement climatisés. Cette température peut avantageusement permettre au directeur de pouvoir travailler en toute tranquillité sur les économies à faire sur le personnel et sur le matériel.

Quant au ministre de la Santé, Jean François Mattei, il ne peut pas dire qu'il découvre ce problème. Chef de service à l'hôpital de la Timone à Marseille, il était très au fait de tous les problèmes touchant les malades et les soignants. Certains se souviennent encore de ses critiques contre le manque de moyens et contre l'ancien gouvernement. Aujourd'hui, dans la majorité et ministre, il doit lui sembler beaucoup plus urgent de s'attaquer au déremboursement des médicaments plutôt qu'aux problèmes généraux de l'hôpital où le manque de moyens et de personnel est aigu.



Aux Urgences d'un hôpital parisien.

DES IVG MENACÉES

Depuis le début juin, la situation des services hospitaliers destinés à pratiquer des Interruptions Volontaires de Grossesse (IVG) est particulièrement préoccupante. Les services hospitaliers sont surchargés et les rendez-vous sont fixés pour 4 à 5 semaines plus tard, ce qui, vu la période durant laquelle cette intervention peut être légalement effectuée, peut rendre tout simplement impossibles ces opérations.

Ainsi à Marseille, l'Hôpital de la Conception ne propose aucun rendez-vous avant le 15 août. À Paris, aucune place n'est disponible avant début septembre. À Lyon, les agendas des deux plus grands hôpitaux sont pleins jusqu'à la mi-septembre. À Nantes, les animatrices du planning familial tentent de diriger les femmes vers des établissements privés.

En fait, cette situation n'est pas nouvelle, elle revient tous les étés mais chaque fois en s'accroissant un peu plus. Elle est due principalement au manque de médecins et de personnel médical dans ces services.

C'est que l'IVG est une intervention jugée peu valorisante dans la carrière d'un praticien. Les volontaires ne se bousculent donc pas (d'autant que les médecins peuvent s'abriter derrière une « clause de conscience » pour refuser de pratiquer ce type d'intervention). Cela se traduit, selon les cas, par la fermeture de services ou un fonctionnement réduit, plus particulièrement pendant les congés d'été. Sur la région parisienne, sur dix hôpitaux publics qui pratiquent normalement des IVG seuls trois fonctionnent normalement pendant la période estivale.

Une situation aggravée par le retrait des cliniques privées qui se désengagent progressivement. Les responsables invoquent la faiblesse des remboursements. L'acte d'IVG est en effet remboursé selon un forfait qui, d'après les cliniques, serait insuffisant. Celles-ci, pour des raisons de rentabilité, ferment donc leur service. Résultat : la durée d'attente pour une consultation augmente.

Et la situation est encore plus grave pour les femmes dont les soins sont pris en

charge par la CMU (Couverture Maladie Universelle) car des établissements refusent ces patientes, disant que la Caisse d'Assurance Maladie les rembourse trop tard.

Du coup, il y a surcharge et les hôpitaux ne traitent que les patientes dans les dernières semaines où l'intervention est possible, ce qui empêche pratiquement de choisir entre les différentes méthodes d'IVG. Mais même ainsi, les hôpitaux et cliniques annoncent dès maintenant qu'ils ne pourront pas répondre à toutes les demandes.

Les choix politiques qui ont consisté pendant des années à privilégier les hôpitaux privés ainsi que les économies en matière de santé publique sont responsables de cette situation qui oblige les centres de planning familial à jongler avec les dates et à parer au plus pressé. C'est une entrave de fait au droit des femmes ; une limitation au droit de chaque femme à refuser une grossesse non désirée.

David MARCIL

Hôpital Trousseau (Tours)

LES CONDITIONS ATMOSPHÉRIQUES N'EXPLIQUENT PAS TOUT

À cause de la canicule, à partir du week-end du 9 et 10 août, de plus en plus de patients sont arrivés aux Urgences. La direction a été obligée de rouvrir 10 lits dans un service fermé pour le mois d'août. Elle a donc supprimé des jours de RTT ou de récupération pour trouver du personnel à qui elle a proposé d'être payé en heures supplémentaires. Bonjour la fatigue !

En juin, le nouveau service des urgences a été ouvert et il regroupe désormais les urgences médicales et chirurgicales de tous les hôpitaux de Tours. Dès l'ouverture, les problèmes se sont accumulés, dus à l'insuffisance du personnel paramédical et médical dans des locaux beaucoup plus vastes. Vu les kilomètres de couloir qu'il faut parcourir, l'absence d'une équipe de brancardiers provoque des attentes supplémentaires et contribue à désorganiser toute la chaîne des soins. L'attente aux Urgences n'a fait que

s'aggraver. Même les ambulanciers et même les pompiers attendent régulièrement deux heures à l'entrée avant de pouvoir déposer leur patient allongé sur un brancard !

Et pour couronner le tout, la direction a fait le choix de ne pas installer de climatisation dans ce bâtiment tout neuf. Résultat, aujourd'hui les températures atteignent 38, 40 voire 42° dans certaines chambres sans volet, à l'accueil des Urgences ou dans des bureaux de consultations !

Alors, c'est vrai, cette chaleur qui dure a effectivement beaucoup de conséquences sur la santé des personnes âgées. Mais ce que l'on constate à Tours, c'est que l'hôpital n'est plus en capacité de répondre aux besoins de santé publique à cause des fermetures de lits et du nombre insuffisant de personnel.

Correspondant LO

Larzac 2003

L'ALTERMONDIALISME, UN RÊVE GÉNÉREUX QUI DEVRA PASSER PAR LA LUTTE POUR LE COMMUNISME

120 000 participants selon la police ou 250 à 300 000 selon les organisateurs, « Larzac 2003 » a été un véritable succès (1). Organisé pour le 30^e anniversaire de la manifestation qui avait rassemblé sous les slogans « Gardarem lo Larzac » et « Faites l'amour, pas la guerre » la jeunesse contestataire issue de 1968 opposée à l'extension du camp militaire, le rassemblement du week-end dernier était aussi et surtout une manifestation contre l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce), contre la mondialisation.

La manifestation a rassemblé les militants syndicalistes de la Confédération paysanne, ceux d'Attac, des militants et sympathisants des partis et organisations de gauche et d'extrême gauche, des petits paysans, des enseignants, des intermittents du spectacles en lutte contre les attaques du gouvernement sur leur niveau de vie, les retraites et la Sécurité sociale. Elle a rassemblé aussi des milliers de jeunes mobilisés par les idées altermondialistes et anticapitalistes. C'est certes sympathique et réjouissant de voir une telle fraction de la jeunesse découvrir et protester contre les catastrophes provoquées par l'économie capitaliste telles que la faim dans le monde, les dégâts écologiques ou le monopole

des trusts pharmaceutiques sur les médicaments et l'agonie des millions de malades du Sida qui en découle notamment en Afrique. Mais lorsqu'ils attribuent ces dégâts à la « mondialisation », ils ne se trompent pas seulement de mot mais d'analyse.

Ce n'est pas parce que l'économie est mondialisée qu'elle est responsable du pillage et de l'appauvrissement des pays du Tiers-Monde. C'est parce qu'elle est capitaliste. C'est parce qu'elle fonctionne en exploitant, toujours plus, l'immense majorité des populations de la planète pour le bénéfice des grands bourgeois des quelques pays impérialistes les plus développés. Et ce n'est pas nouveau.

Depuis ses origines l'économie capitaliste fonctionne sur l'exploitation de la majorité de la population par une minorité de possédants et tend pour cela à l'internationalisation du commerce, à la mondialisation. Quand le capitalisme industriel s'est développé, au 19^e siècle, l'Angleterre, la France et l'Allemagne, qui étaient alors les premières puissances impérialistes, sont allées piller bien loin de leurs propres territoires les minerais et matières premières dont elles avaient besoin. En Afrique, en Inde, en Amérique, elles ont installé leurs colonies. Elles y ont dépouillé le sous-sol, elles ont exploité à mort dans les plantations de

café, de canne à sucre, de caoutchouc, de coton les populations réduites à l'état d'esclavage. Elles y ont aussi construit les routes puis les chemins de fer. Pas par bonté d'âme mais pour transporter jusqu'aux ports les matières premières à destination de l'Europe mais produites à l'autre bout du monde. L'internationalisation du commerce était déjà et est restée une nécessité au développement de l'impérialisme.

Aujourd'hui, ce sont les États-Unis et les multinationales qui font la loi, pas l'OMC. Certes, l'Organisation Mondiale du Commerce est au service de ces multinationales, au service des capitalistes internationaux qui l'ont mise en place. Les réglementations qu'elle met en place ne sont bien évidemment pas en faveur des pays exploités. Tout au plus tentent-elles de faire une place à quelques impérialismes de deuxième zone.

Ce n'est pas l'OMC qui est « un désastre pour l'humanité », c'est l'impérialisme, c'est-à-dire l'organisation capitaliste de la société à l'échelle du monde. C'est elle qui crée et approfondit les inégalités entre classes exploitées et classes exploitantes de chaque pays et les inégalités entre pays. C'est elle aussi qui crée la famine pour un quart du monde et laisse mourir des populations entières de maladies que l'on sait pourtant soigner et qui est aussi à l'origine des catastro-

phes écologiques. Car son but n'est pas de mettre en commun toute l'intelligence, la créativité et les capacités de produire de l'humanité pour satisfaire les besoins des populations mais au contraire de les exploiter au profit des détenteurs des capitaux.

Mettre fin à la mondialisation, même si on parle d'altermondialisation, est non seulement une utopie mais, en plus, un projet réactionnaire. Le problème n'est pas de déchirer les liens économiques tissés entre les différen-

tes parties du monde ni d'en finir avec des productions à l'échelle de la planète pour en revenir à des productions « bien de chez nous ». La gestion à l'échelle planétaire, c'est l'avenir. Mais... après avoir débarrassé l'organisation de la production des parasites qui vivent des revenus du capital.

Sophie GARGAN

(1) Il faut cependant rappeler que la manifestation du 25 mai, à Paris, pour les retraites, a vu défiler, suivant les mêmes comptages, entre 300 000 et 600 000 manifestants.

Rave party dans le Larzac

Le ministère de l'Intérieur impose ses choix

Les habitants du Larzac ne cachent pas leur colère face à la décision du préfet d'autoriser, avec la bénédiction du ministère de l'Intérieur, la tenue d'une rave party sur les lieux mêmes où s'était tenu le rassemblement des altermondialistes. Selon leurs témoignages, aucun des maires concernés n'aurait été consulté, pas plus que les propriétaires d'ailleurs qui, s'ils avaient mis leurs terrains à disposition de José Bové et de ceux qui l'entourent, n'avaient pas forcément envie d'accueillir ce genre de manifestation musicale. Et certains de s'étonner que, puisque que cette rave party était autorisée en haut lieu,

elle n'ait pas été plutôt dirigée vers un terrain appartenant à l'État, une ancienne base aérienne toute proche.

Face à l'hostilité des habitants, le représentant du gouvernement se dit aujourd'hui incapable de revenir sur sa décision, prétendant ne plus pouvoir empêcher les raveurs de converger vers ce site.

En fait, comme certaines des personnes concernées n'hésitent pas à le dire, cette affaire ressemble à une vulgaire vengeance de Sarkozy pour leur faire payer d'avoir accueilli le temps d'un week-end des dizaines de milliers de contestataires.

Transports en commun

UN AUTRE SERVICE PUBLIC ENCORE PLUS CHER

Comme chaque année au 1^{er} août, les tarifs des transports en commun de l'Ile-de-France ont été revus à la hausse. L'augmentation est particulièrement élevée cette année.

En ce qui concerne le prix des tickets de métro (ou de trajet de bus), le carnet de 10 tickets passe de 9,6 à 10 €, ce qui représente une augmentation de 4,2 %. Quant aux tarifs des diverses cartes Oranges, quelles que soient les zones, toutes les augmentations dépassent les 3 %.

Chaque année on nous explique que pour plus d'équité il faut réduire l'écart entre ceux qui travaillent loin de leur domicile (utilisateurs d'une carte Orange zone 1-8 par exemple) par rapport à ceux qui ont un plus petit déplacement (utilisateurs de cartes Orange zone 1-2 ou zone 1-3).

Le STIF (Syndicat des Transports de l'Ile-de-France), organisme de tutelle de la RATP, de la SNCF ainsi que d'autres compagnies privées pour la région parisienne, a une

curieuse conception de ce principe puisque la carte Orange mensuelle la plus chère augmente de 3,1 % (de 128 à 132) et celle de la zone 1-2 ainsi que celle de la zone 1-3 (zones correspondant à Paris intra-muros et la très proche banlieue) augmentent de plus de 5,5 %.

La carte Orange, moyen commode de paiement, fait qu'il y a de plus en plus d'utilisateurs : 21 millions de coupons (mensuels, hebdomadaires, annuels) vendus en 1985, près de 26 millions en 1999 et 29 millions en 2001. Les trans-

ports en commun des grandes villes, en particulier ceux de la région parisienne, bondés du lundi au vendredi soir, facilitent la situation des employeurs. Ce sont eux qui devraient supporter ces augmentations. En 1982, les employeurs ont eu à leur charge 40 % de la carte Orange, puis 50 % en 1983. Depuis, leur part n'a pas bougé. Pourtant, eux, peuvent comptabiliser dans leurs charges ce remboursement !

Les divers gouvernements ne savent, en matière

de transport, qu'arroser les fournisseurs de matériel, comme Alstom, Matra et autres. Ils savent aussi faire la morale contre le « citoyen » qui utilise top sa voiture polluante encombrant le centre des villes.

La gratuité des transports en commun « civiliserait » bien plus vite l'automobiliste urbain et surtout, pour les travailleurs, ce ne serait que justice. Nous en sommes loin.

S.L.

Altadis (ex-Seita)

1300 EMPLOIS SUPPRIMÉS EN FRANCE ET EN ESPAGNE

La restructuration de grande ampleur chez l'un des principaux fabricants européens de cigarettes et de cigares va se traduire par la fermeture d'une dizaine d'usines, environ 500 licenciements, la suppression de 1 300 emplois avec des mutations forcées à travers tout le pays.

Le groupe Altadis s'est formé il y a moins de cinq ans par fusion de la SEITA avec le groupe espagnol Tabacalera. Ce qui s'était traduit aussitôt par un plan de restructuration qui avait touché plusieurs usines en Espagne et en France, dont celles de Tonneins (vers Agen) et Morlaix.

Au Comité central d'entreprise du 23 juillet, le PDG a déclaré pour justifier les décisions prises que c'est « pour préserver la compétitivité du groupe en optimisant l'outil de travail », en clair pour grossir les profits des actionnaires en supprimant de nombreux emplois tout en faisant augmenter la production. Il a invoqué comme toujours la concurrence de BAT et de Philip Morris-Marlboro pour les parts de

marché, ainsi que les 8 % de baisse de consommation en France.

Le groupe Altadis ne se porte pourtant pas trop mal. Les 21 000 salariés ont généré plus de trois milliards d'euros de chiffre d'affaires et 477 millions d'euros de bénéfices déclarés en 2002.

Seulement, les actionnaires en veulent toujours plus, même si cela jette des milliers de travailleurs sur le pavé. En 2002, les dividendes qui leur ont été versés étaient en augmentation de 13 % par rapport à 2001. Chaque membre du Conseil d'administration reçoit, pour cette année, trois fois plus de jetons de présence. Quant au PDG, il touche officiellement 1,2 millions d'euros par an, soit près de 700 000 francs par mois, sans compter les stock-options et divers autres avantages.

Mais du côté des travailleurs, il en va tout autrement. 1 700 d'entre eux voient leur emploi menacé dans les mois qui viennent. Trois usines en Espagne vont fermer : à Cadix, Alicante et Tarragone. En

France, celle de Lille avec 500 travailleurs, le centre logistique de Dijon et l'usine de Tonneins qui traite le tabac brun seront fermées elles aussi.

Des départs en pré-retraite sont prévus, ainsi que des reclassements internes, en fait des mutations imposées. Ainsi ceux de Lille devront aller à Nantes ou à Riom, près de Clermont-Ferrand ; ceux de Dijon seront expédiés à Nantes ou à Toulouse. De même en Espagne où tout sera concentré sur un seul site, à Cadix. Et partout, en cas d'impossibilité ou de refus des salariés, ce seront des licenciements.

Quant aux sites non touchés pour le moment comme celui de Riom, les ouvriers ont été avertis qu'il faudra produire encore plus pour rentabiliser les machines au maximum. Avec les 3x8 instaurés depuis peu, dont le travail de nuit, il est de plus en plus question du travail le samedi, en faisant appel dans un premier temps à des volontaires qui seront ensuite désignés d'office.

Les travailleurs n'ont pas à payer la note. Il faudrait au

contraire que les comptes de ces grosses entreprises soient accessibles aux salariés et, plus largement, à la population afin que l'on puisse con-

trôler les bénéfices véritables. On verrait alors que les salaires pourraient être nettement améliorés et les emplois sauvagés.

Les intermittents continuent leur mouvement

Les travailleurs intermittents du spectacle veulent continuer d'utiliser les temps forts de l'été pour montrer leur opposition à la réforme de leur assurance-chômage, concoctée par le MEDEF.

En Auvergne, les intermittents multiplient les initiatives pour sensibiliser le public à leurs problèmes. À quelques jours des deux grands festivals de la région, celui de musique classique qui doit se dérouler à la Chaise-Dieu et celui d'Aurillac, qui est un festival de théâtre de rue, personne ne sait s'ils se tiendront vraiment.

Tandis qu'à la Chaise-Dieu, maires, élus,

commerçants et responsables du festival sont hostiles aux intermittents, à Aurillac l'ambiance officielle est à la recherche de compromis permettant aux intermittents de s'exprimer sans que le déroulement du festival soit bloqué.

C'est au cours d'une coordination des intermittents qui se réunira les 13 et 14 août à Aurillac que des décisions seront prises. En tout cas, pendant ces deux mois d'été, d'actions en manifestations et en réunions-débats – comme celles organisées par la Compagnie Jolie Môme – pour expliquer leur mouvement, les intermittents n'auront pas chômé.

Europipe (Jœuf – Meurthe-et-Moselle)

LES TRAVAILLEURS N'ACCEPTENT PAS LA FERMETURE

Le 6 août dernier, le directeur général d'Europipe a confirmé la fermeture de l'usine de Jœuf. « *Le site n'est pas compétitif, il n'est pas viable* », voilà les propos qui ont provoqué la colère des ouvriers présents. Ils ont donc séquestré pendant plusieurs heures le directeur et bloqué l'usine.

Europipe est, selon la presse économique, le leader mondial du tube acier de grand diamètre. Le chiffre d'affaires dépasse le milliard d'euros et il a comme actionnaires deux grands groupes mondiaux, Mannesmann et Arcelor (le groupe sidérurgique issu de la fusion d'Usinor, Aceralia et Arbed). Autant dire que ce n'est pas une petite usine dans la gêne !

Il y a trois ans, la direction du groupe traçait d'ailleurs un avenir radieux pour l'usine de Jœuf avec une progression de

l'activité de 40 %. Celle-ci recevait du Conseil régional de Lorraine le premier prix de la « Qualité lorraine ». Mais aujourd'hui, Europipe explique que Jœuf n'est pas viable car, entre autres, « *trop éloignée du Moyen-Orient* » où sont ses marchés, ce qui n'est tout de même pas une nouveauté !

Les 221 travailleurs sont donc menacés de perdre leur emploi, 172 dans la fabrication de tubes et 49 à Eupec, une filiale. Il restera moins de quatre-vingts emplois industriels dans l'agglomération de Jœuf-Homécourt, qui en comptait 12 000 il y a 25 ans ! Avant que la sidérurgie ne ferme une à une ses installations et que les de Wendel aillent faire fructifier ailleurs la fortune accumulée grâce à la sueur de générations d'ouvriers et aux aides et subventions de l'État.

Le maire de Jœuf (PC) a dénoncé le fait que Europipe a obtenu 16 millions d'euros d'aides publiques pour développer le site. Il a d'ailleurs pris un arrêté – certes symbolique – interdisant le démontage et le transport des machines hors du site après que, en mai dernier, Europipe eut annoncé sa volonté de fermer l'usine de Jœuf. L'intersyndicale CGT-CGC-CFDT-CFTC a multiplié les actions. Elle pense qu'une partie des emplois peut être maintenue d'autant qu'une étude, commandée par le Comité d'entreprise, affirme que l'usine était tout à fait rentable.

Les travailleurs, eux, ne se résignent pas à une fermeture programmée, voulue, planifiée pour que quelques gros actionnaires d'Arcelor et de Mannesmann puissent grappiller quelques pourcents de profits supplémentaires.

RATP (Transports parisiens)

LA POLITIQUE REVANCHARDE SE POURSUIT

Le 31 juillet dernier, un conducteur de bus de Malakoff, militant CGT, est passé en conseil de discipline pour « entrave à la liberté du travail » lors des grèves du printemps dernier et pour un geste irrévérencieux envers l'huissier envoyé par la direction. Il s'est vu infliger une sanction particulièrement lourde : 30 jours de mise à pied sans solde. D'autres sanctions touchent des militants ou adhérents de la CGT et de SUD dans d'autres dépôts de bus (voir LO n°1827).

Au métro, la politique de la direction se fait plus sournoise : plusieurs ex-grévistes se sont vu refuser des relèves (remplacements) ou des aménagements de service demandés pour raisons familiales, ou qui leur étaient auparavant accordés pour la pratique d'un sport. D'autres n'ont pas obtenu une mutation qui nécessitait l'accord de leur hiérarchie.

Une telle attitude envers

ceux qui ont fait grève doit beaucoup plaire aux amis UMP d'Anne-Marie Idrac, la PDG actuelle de la RATP et ex-députée UMP des Yvelines. L'un d'entre eux, le député Hervé Mariton, rapporteur spécial du budget de l'équipement et des transports, s'est rendu au siège de la RATP pour s'assurer que l'argent correspondant aux jours de grève serait bien retenu sur la paie de juillet !

Ce député plein de zèle a fait le bilan des prélèvements à la RATP, à la SNCF et au ministère de l'Équipement. En ce qui concerne la RATP, il observe avec satisfaction que le non versement des primes a représenté 15 % des montants prélevés sur les paies des grévistes...

À titre de comparaison, il serait intéressant de savoir de combien est amputée la paie de ce monsieur lorsqu'il manque une séance à l'Assemblée !

Correspondant LO

Août 1953 LA GRÈVE GÉNÉRALE DES FONCTIONNAIRES

Il y a 50 ans, au mois d'août, en pleine période des congés pour les salariés, une grève qui a surpris tout le monde, mais surtout le gouvernement de l'époque, a paralysé les services publics et mis en échec ses plans d'austérité. Le gouvernement était alors dirigé par Joseph Laniel, un patron situé nettement à droite.

Lorsque Laniel arrivé au pouvoir, après une crise ministérielle qui avait duré 36 jours, chose courante sous la IV^e République, un gouvernement de droite succédait à d'autres gouvernements de droite.

La guerre froide battait son plein. L'armée s'enlisait chaque jour un peu plus dans la guerre coloniale que la France menait au Vietnam, y engloutissant les hommes par milliers, le matériel et les munitions par milliards. En moins de trois ans, le budget militaire avait doublé et représentait 35 % du budget de l'État.

Les décrets-lois

Pour faire face à ce gouffre financier, Laniel envisageait de ponctionner encore davantage la population laborieuse. L'Assemblée nationale lui vota des pouvoirs spéciaux, l'autorisant à gouverner par décrets-lois (des lois qui ne sont ni discutées ni votées par le Parlement) et qui pouvaient lui permettre de remettre en question sans débats n'importe quelle autre loi.

Son gouvernement, dans lequel figurait entre autres François Mitterrand, avait dès lors les mains libres pour préparer les fameux décrets-lois imposant un recul de deux ans de l'âge de départ en retraite de tous les fonctionnaires, qui était alors à 65 ans pour les services sédentaires et à 58 ans pour les services actifs. Un certain nombre « d'actifs » que l'on aurait voulu transformer en « sédentaires » étaient menacés de devoir travailler sept ans de plus. Les salaires étaient par ailleurs bloqués, et de très nombreux postiers auxiliaires, c'est-à-dire non-fonctionnaires, étaient menacés d'être licenciés. La procédure voulait que ces projets soient soumis par le gouvernement au Conseil supérieur de la Fonction publique qui devait se tenir le 4 août.

Ce même jour, la CGT, le Syndicat autonome et la CFTC (la CFDT, qui en fut issue, n'existait pas encore) appelèrent à organiser des pétitions, des délégations et un débrayage d'une heure contre les décrets annoncés. FO s'était contentée le 3 août d'une mise en « état d'alerte » de ses syndicats.



Postiers en grève... et soldats réquisitionnés pour effectuer le tri du courrier.

De Bordeaux, la grève s'étend et devient générale

Le 4 août donc, l'activité cessait dans la quasi-totalité des bureaux, des centres et des services postaux mais, comme il était prévu, le travail reprit au bout d'une heure, sauf à Bordeaux.

De Bordeaux, la grève s'étend et devient générale.

Là, réunis dans la cour de la poste principale, de nombreux facteurs exprimèrent leur désaccord avec la mollesse des dirigeants fédéraux. Un militant de FO, Jean Viguié, de tendance anarcho-syndicaliste, prit le micro et résuma la situation : « Seule une grève générale et illimitée, dit-il, peut aboutir à faire reculer le gouvernement » et conclut en disant : « Pourquoi ne la lancerions-nous pas ? ». Les applaudissements fusèrent et tinrent lieu de vote.

Par téléphone, les postiers grévistes de Bordeaux avertissaient eux-mêmes leurs collègues, dans le reste du pays. Deux jours plus tard, la grève était générale dans les PTT et gagnait d'autres secteurs, concernés eux aussi par les décrets-lois.

Les centrales syndicales, qui n'entendaient pas que le mouvement leur échappe, appelèrent les fonctionnaires et les travailleurs de l'État à une grève d'avertissement de 24 heures le 7 août, un vendredi. Cette journée fut très suivie. A côté des postiers, les cheminots, les gaziers, le métro parisien, les mineurs, les ouvriers des Arsenaux et ceux de la Régie des tabacs avaient cessé le travail. Le lundi 10, la grève paralysait la Poste et les mines. Le lendemain, jour de publication des décrets-lois au *Journal officiel*, la grève rebondissait chez les cheminots.

La journée d'action du 7 août, proposée par les directions syndicales, devait, à leurs yeux, encadrer et fixer des limites au mouvement. Elle eut l'effet inverse, elle aboutit à sa généralisation dans tout le pays, à tous les services et entreprises publics.

À son point culminant, la grève fut suivie par quatre millions de travailleurs. Elle dura jusqu'au 25 août. Il n'y avait plus de trains, plus de courrier.



ARC

Le téléphone, alors manuel entre Paris et la province, était paralysé, le gouvernement dut utiliser les lignes intérieures de l'armée. Les chèques postaux étaient bloqués, les ordures ménagères s'entassaient sur les trottoirs des villes. Par milliers, des vacanciers, des touristes bloqués sur leur lieu de villégiature et ne purent rejoindre ni leur domicile ni leur travail. Mais cette grève restait populaire. De nombreux salariés étaient d'ailleurs persuadés qu'ils n'allaient retourner au travail que pour être appelés à

se mettre en grève à leur tour.

Dans un premier temps, le gouvernement tenta de faire preuve de fermeté. Des ordres de réquisition fondés sur un décret datant de 1938, relatif à la sécurité du territoire en temps de guerre, furent adressés à des cheminots et à des postiers... et finirent en feu de joie. Des tribunaux prononcèrent des condamnations. De la prison ferme, huit jours pour cinq agents du Central téléphonique international de Paris, six jours avec sursis pour deux facteurs-chefs de Lyon, entre autres. Aucune de ces peines ne fut appliquée. Le moral des grévistes n'en fut pas entamé.

Les syndicats pour la reprise du travail

Mais pour le gouvernement comme pour les syndicats, il s'agissait de régler cette affaire avant la fin du mois d'août, avant que le reste des salariés ne retourne au travail. Les dirigeants syndicaux surent se montrer « responsables ». D'ailleurs des contacts avaient été pris dès le 15 août entre le gouvernement, la CFTC et FO. Le 20, un accord était signé. Le gouvernement reculait sur les retraites et les salaires les plus bas. Cela satisfaisait les directions CFTC et FO qui appelèrent à la reprise du travail.

La CGT, qui avait été tenue bien malgré elle à l'écart des négociations et voulait s'imposer comme un partenaire à part entière (on était, rappelons-le, en pleine période de « guerre froide »), appelait à continuer la grève. *L'Humanité* dénonçait « la trahison des dirigeants scissionnistes qui tentent de briser la grève au profit du gouvernement et des capitalistes ».

La grève restait puissante dans les secteurs décisifs. L'ordre de reprise de FO et de la CFTC fut sans effet. Pour autant, la CGT n'envisageait pas l'extension, ni l'élargissement de la grève. Pour la CGT, et le PCF qui l'animait et la dirigeait, il s'agissait de faire un baroud d'honneur démonstratif de leur influence.

Démonstration faite, la CGT appela à la reprise du travail le 25 août, sans que les travailleurs obtiennent rien de plus. Mais le gouvernement avait dû remiser ses fameux décrets-lois et promettre d'augmenter les bas salaires. C'est ainsi que les fonctionnaires ont réussi, en pleine période de congés payés, à faire reculer un des gouvernements les plus ouvertement réactionnaires et antiouvriers de l'époque.



Le gouvernement Laniel.

Alain VALLER

Irak

UNE GUERRE SANS FIN ?

Il ne se passe pas de journées sans que la population irakienne proteste contre les conditions de vie, plus exactement de survie, qu'elle subit. Samedi 8 août et dimanche 9 août dans la ville de Bassora, les soldats britanniques ont dû affronter une véritable émeute devant la pénurie d'électricité et surtout de carburant.

Bassora est pourtant le principal port pétrolier d'où est exporté le pétrole produit en Irak : 700 000 barils par jour. Mais la population locale n'accède pas à la moindre goutte de carburant. L'armée d'occupation apparaît donc pour ce qu'elle est : la protectrice des intérêts des compagnies pétrolières, pillant les richesses et privant la population du minimum dans ce domaine. La remise sur pied de la police, préoccupation première de la coalition, n'a pas eu pour rôle de protéger la population. Des bandes de pillards, de

tueurs et autres malfrats sévissent d'ailleurs dans toutes les villes, créant un climat de terreur parmi les Irakiens.

Bush a eu beau déclarer depuis son ranch climatisé du Texas que « la situation a beaucoup progressé », la réalité est tout autre et ne fait qu'empirer.

Ainsi le coordonateur de l'ONU à Bagdad a rappelé en

substance que, sur le plan alimentaire, les Nations-Unies sont arrivées au niveau des rations alimentaires existant avant la guerre et bon an mal an à satisfaire les Irakiens ; par contre en matière d'infrastructures tout restait à faire. Celles-ci ont été soit endommagées soit détruites, et il faudrait 20 milliards de dollars en 2204 pour commencer à les remettre en service.

Les dirigeants américains savent qu'ils ne peuvent apporter la moindre amélioration à la situation matérielle de la population irakienne. D'ailleurs, leurs troupes et leurs trusts ne sont pas là-bas pour ça. Dans de telles conditions, l'exaspération des populations peut vite monter et des émeutes éclater contre les troupes d'occupation.

La guerre, que certains disaient être terminée le 1^{er} mai, continue. Du Vietnam à l'Algérie, en passant par l'Afghanistan et la Tchétchénie, on sait ce que valent les déclarations sur « le retour à la normale » et comment cela se termine, bien souvent, pour les troupes prétendument « pacificatrices »...

S.L.



À Bassora, des jeunes irakiens jettent des pierres sur des soldats britanniques.

Algérie

LE RETOUR DE LA PESTE

Triste symbole, la peste a fait sa réapparition en Algérie, pour la première fois depuis plus de cinquante ans. Dix cas de la maladie ont été recensés depuis le mois de juin dans l'ouest du pays. Les autorités tentent d'éviter la panique en assurant qu'il n'y a pas de risque de propagation de l'épidémie, notamment à Alger. Mais il y a bien longtemps que la population algérienne a cessé de croire à leurs discours.

Dans tout le pays les Algériens connaissent la dégradation dramatique de l'hygiène et des infrastructures publiques. Kehailia, le village proche d'Oran où les premiers cas de peste ont été signalés, était entouré de tonnes d'ordures, un cours d'eau asséché y fait office de décharge publique et l'eau potable y manque régulièrement depuis des années. Il a fallu attendre l'apparition des cas de peste pour que le nettoyage soit fait.

Malgré la réapparition d'une maladie qui pouvait passer, dans cette région, d'un autre âge, ce n'est qu'un fléau de plus qui vient se rajouter à la situation sanitaire catastrophique de l'Algérie. S'ajoutant aux inondations dont celle de novembre 2001 et au tremblement de terre, qui ont tué des milliers de personnes dans la région d'Alger, des épidémies,

la tuberculose (presque 20 000 cas par an), la typhoïde (2 400 cas en 2002), la diphtérie, la rougeole, la méningite, la gale... frappent la population et les plus pauvres sont les plus touchés.

À l'époque coloniale, lorsque l'Algérie était un « département français », ceux qu'on appelait les indigènes étaient maintenus dans des conditions sanitaires indignes. Le typhus, par exemple, avait décimé des dizaines de milliers de personnes dans les années quarante. Lors de l'accès à l'indépendance, il n'y avait que 350 médecins algériens pour une tâche à accomplir immense. Malgré cela, un progrès important avait été accompli dans les années 1970. En dix ans, le paludisme, la poliomyélite et la variole avaient quasiment été éradiqués. Bien des maladies infectieuses reculaient, réduisant de façon importante la mortalité infantile. Le nombre de médecins avait été multiplié par dix, et beaucoup de soignants de cette génération étaient animés de la volonté de sortir leur pays du sous-développement.

Mais l'essentiel des richesses du pays ont été, dès le début, accaparées et dilapidées par la bourgeoisie algérienne et les privilégiés du régime, avec une certaine retenue au lende-

main de l'indépendance, puis sans se gêner ensuite. La politique menée par cette classe dirigeante, sous le regard complaisant de ses parrains occidentaux, a abouti à une situation où la libéralisation de l'économie, les privatisations, l'abandon des services publics, sont la règle y compris dans le domaine de la santé.

Pour l'Algérie comme pour le reste de l'Afrique, et comme finalement pour l'essentiel de la planète, il y a vraiment de quoi être révolté. Quand les médias français ont présenté la réapparition de la peste en Algérie comme un fléau lié aux tares dont souffre le pays, ils ont évoqué le danger qui pourrait toucher les ressortissants qui vivent de l'autre côté de la Méditerranée. À Marseille, il a fallu engager la chasse aux rats sur les bateaux qui font la liaison régulière avec Oran et Alger. Mais ce que l'on ne dit pas, c'est que ce retour en arrière est aussi le résultat d'une organisation sociale démentie faite pour que soit préservée et maintenue la domination de quelques sociétés capitalistes, françaises notamment, en Algérie.

Serge FAUVEAU

Inde

Coca et Pepsi épinglés

Les firmes Coca-cola et Pepsi installées en Inde auraient fabriqué leurs boissons gazeuses avec des eaux polluées par des pesticides. Les produits relevés dans les analyses pourraient à terme entraîner des cancers et de multiples dommages au foie, aux reins, ou aux systèmes nerveux et reproductif.

Ces nouvelles ont provoqué à Bombay toute une agitation, avec manifestations, bris de bouteilles, et la disparition de ces boissons dans certains restaurants et cantines.

Les deux trusts ont visiblement des exigences bien différentes en matière de santé publique lorsqu'il s'agit des marchés des USA ou d'Europe, que lorsqu'il s'agit de pays pauvres où, de toute façon, doivent se dire leurs directions, l'eau à laquelle la population a accès est déjà très polluée. Avec l'aval d'autorités locales

bien souvent corrompues et complices, les grandes compagnies internationales écoulent plus facilement leurs produits frelatés voire dangereux dans les pays du Tiers-Monde. Pas toujours d'ailleurs car lors de l'affaire du sang contaminé, des poches de sang non chauffé avaient été utilisées non seulement en Afrique mais ici même, transmettant le virus du Sida à de nombreux patients. Mais ce qui se fait parfois dans les pays occidentaux se pratique de façon quasi permanente dans les pays pauvres où bien des trusts pharmaceutiques parmi les plus connus écoulent sur le marché, africain notamment, leurs produits en voie de péremption.

Le capitalisme est bien un système barbare qui exploite la misère par tous les bouts.

Gilles BOTI

Au sommaire de la Lutte de Classe n° 74 (spécial été 2003)

Face aux attaques du patronat et du gouvernement, le monde du travail relève la tête

La « réforme » des retraites, une attaque contre tous les travailleurs

S'en prendre à l'assurance maladie, c'est limiter un peu plus encore l'accès aux soins pour les travailleurs

Oui, il faut s'opposer aux licenciements et au chômage

Trois mois de grèves et de manifestations dans l'Éducation nationale

Une chronologie des grèves et des manifestations

EDF-GDF, RATP, SNCF : les mouvements dans le secteur public contre la réforme des retraites

Seule la riposte collective des travailleurs arrêtera l'offensive des possédants et de leur État

Texte d'une intervention télévisée d'Arlette Laguiller (1995)

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,50 euro

PILLAGE IMPÉRIALISTE SUR FOND DE GUERRE CIVILE

C'est avec une certaine joie que la population de Monrovia a accueilli les premiers éléments de la force internationale qui, sous l'égide de l'ONU et des pays de l'Afrique de l'Ouest, est censée mettre un terme à la guerre civile que connaît le Libéria depuis 14 ans. Quant au dictateur Charles Taylor, il a finalement accepté de quitter le pouvoir, non sans avoir préalablement désigné son successeur et obtenu l'arrêt des poursuites engagées contre lui par le Tribunal International. Ainsi, les représentants des grandes puissances ont obtenu gain de cause. Non pour le bien de la population mais pour celui de leurs trusts, et en tout premier lieu des trusts américains, très présents au Libéria. Car ce petit pays d'Afrique de l'Ouest est entièrement sous leur tutelle depuis sa naissance, en 1822.

Le Libéria fut alors créé par des sociétés philanthropiques américaines pour permettre le retour en Afrique des esclaves affranchis. Mais derrière un objectif à première vue généreux, cette opération fut pour le gouvernement américain une occasion de s'implanter sur le sol africain et de participer au pillage de ce continent.

Les dirigeants du Libéria offrirent sur un plateau les ressources naturelles de leur pays aux grandes firmes américaines. En 1926, Firestone, entreprise de pneumatiques, obtint une concession de 400 000 hectares pour l'exploitation de l'hévéa et bénéficia du travail forcé imposé aux populations locales par les dirigeants libériens. Encore aujourd'hui, le trust Bridgestone-Firestone qui en est issu continue à exploiter 20 000 hectares d'hévéas. La deuxième richesse du pays, le minerai de fer, si abondant et si riche qu'il plaçait le Libéria parmi les premiers exportateurs mondiaux de fer jusque dans les années 1980, était aussi sous la domination de firmes américaines.

Parallèlement, le Libéria s'est spécialisé dans l'offre de pavillons de complaisance aux compagnies maritimes des pays riches, protégeant leur anonymat et leur permettant de fuir leurs responsabilités en cas de naufrage de leurs pétroliers. Parmi les navires responsables

de grandes marées noires, l'*Amoco Cadiz* comme d'autres arborait le pavillon libérien. Et jusqu'en 2000, c'était une compagnie américaine installée en Virginie, International Registry Inc., qui était chargée du registre maritime libérien.

Aujourd'hui, 60 % de la flotte libérienne appartient à des compagnies maritimes allemandes, grecques, japonaises et américaines et le reste est possédé par des filiales de ces compagnies domiciliées au Libéria. De sorte que même au plus fort de la guerre civile de la dernière décennie, le Libé-

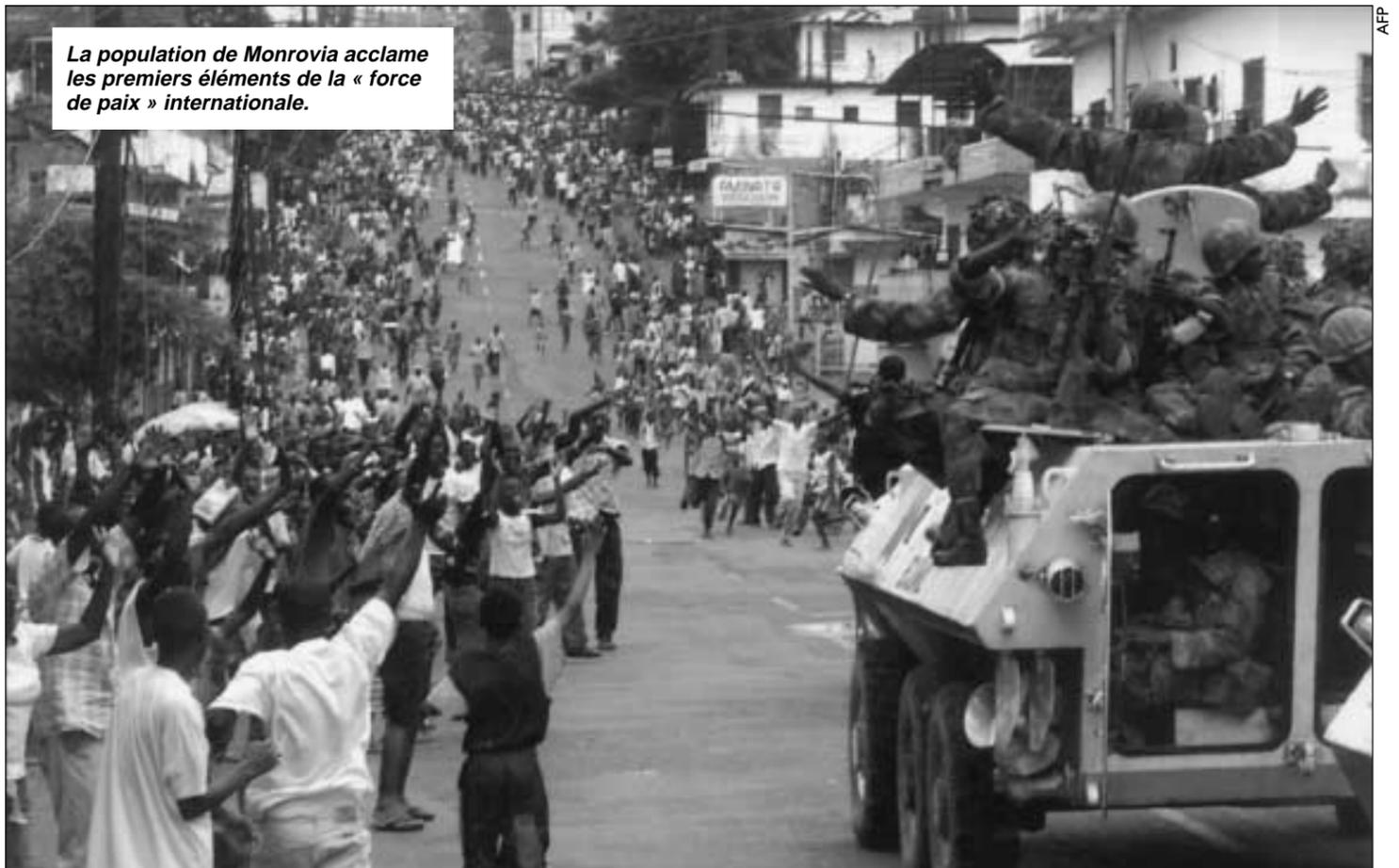
En 1980, le coup d'État militaire de Samuel Doe renversa le pouvoir des Afro-américains. Il avait l'assentiment de l'impérialisme américain de soutenir un régime aux postures pan-africanistes et de moins en moins capable de contenir le mécontentement des pauvres. Doe qui était venu au pouvoir en promettant la fin du monopole politique de l'élite afro-américaine, fit du Libéria le champ clos de ses rapines et de celles des hommes des différentes ethnies qu'il avait placés à ses côtés pour s'assurer une certaine base sociale.

appui dans la population éccœurée par le régime. Il est vrai aussi que s'il put déclencher la guerre contre Doe, c'est parce qu'il bénéficia de l'aide matérielle de la Guinée, et surtout de la Côte-d'Ivoire où il établit les bases arrières de sa guérilla. Cette aide logistique ne put pas se faire sans l'aval de la France, sans doute pas mécontente de placer ses pions et de mieux défendre les intérêts de capitalistes français dans cette partie de l'Afrique sous influence américaine. C'est ainsi qu'Usinor put profiter du pillage du minerai de fer, et Bolloré des bois précieux...

dix ans d'horreurs pour la population de ce pays, qui dut subir entre autres choses la réactualisation d'une ancienne pratique des soldats belges au Congo, l'amputation des bras...

En 1997, les impérialismes américains, français et anglais ont décidé de calmer le jeu et d'entériner la suprématie sur le terrain de Charles Taylor en favorisant son élection comme président de la république... Mais Taylor a été rattrapé par la guerre qu'il avait déclenchée au Sierra Leone pour profiter du pillage des diamants dont ce pays regorge... Le LURD, la faction armée qui a pour le

La population de Monrovia acclame les premiers éléments de la « force de paix » internationale.



ria, l'un des pays les plus pauvres de la planète, a continué à posséder la seconde flotte mondiale en terme de tonnage d'affrètement.

L'OPPOSITION DES FACTIONS

Jusqu'en 1980, les Afro-américains descendants des esclaves affranchis représentaient une toute petite minorité (à peine 5 % de la population), mais détenaient le pouvoir politique et les richesses. Les Africains, qui n'eurent le droit de vote qu'en 1945, soit près de 100 ans après l'accession du pays à l'indépendance (en 1847, ce qui en fit la première « République » d'Afrique), étaient des citoyens de seconde zone, exploités et opprimés.

Il confia par exemple la gestion de la centrale d'achat du gouvernement à l'ancien leader d'une association d'étudiants libériens aux États-Unis, revenu en toute hâte pour profiter des perspectives de carrière ouvertes par le coup d'État, un certain Charles Taylor. A cause de sa tendance à garder une bonne partie de l'argent qui passait entre ses mains durant les trois ans qu'il resta à ce poste, Taylor fut alors surnommé « superglu » ! Accusé par Samuel Doe d'avoir détourné 900 000 dollars, il finit par s'enfuir aux États-Unis.

Le régime de Doe se fit de plus en plus sanglant pour maintenir sous son joug une population de plus en plus pauvre. Lorsque Charles Taylor revint au Libéria, fin 1989, il s'érigea en champion de la lutte pour le renversement de la dictature et trouva un certain

UN PAYS À FEU ET À SANG

Depuis 1990, la guerre civile fait rage entre différentes factions armées qui se partagent le territoire et les richesses naturelles qui vont avec, les camps impérialistes armant et poussant en sous-main leurs favoris. C'est au cours de ces années de guerre et de rapines que de nouvelles factions se sont constituées sur des bases ethniques. Les conséquences sont terribles pour la population. On parle aujourd'hui de 200 000 morts sur 3 millions d'habitants. 80 % de la population, contrainte à l'exil dans les pays voisins ou à Monrovia, vit depuis des années dans des conditions de dénuement extrêmes. En 1991, la guerre s'est étendue au Sierra Leone voisin où elle a duré dix ans,

moment gagné la dernière manche de la guerre civile, compte dans ses rangs des éléments appartenant aux milices Kajamajores liées au président sierra leonnais Tejah, sans doute avec l'assentiment de l'impérialisme britannique qui le soutient.

Les dirigeants impérialistes font semblant de croire que le départ de Taylor va enfin permettre l'établissement de la paix au Libéria. Mais que vont faire les chefs des différentes factions liées à Charles Taylor ou à d'autres ? En tout cas, toute l'histoire du pays le montre, la population libérienne n'a rien à attendre des États-Unis et des autres puissances impérialistes, ces incendiaires qui veulent aujourd'hui faire croire que leur but est d'éteindre le feu qu'ils ont eux-mêmes allumé.

Viviane BERTHY